

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

Siège :

**9 Rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC SUR MER**

☎ 05.56.73.29.26

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 29 JUIN 2017
D29062017/092**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET, Gilles COUTREAU, Laurent PEYRONDET, Jean Bernard DUFOURD, Véronique CHAMBAUD, Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Pierre BOURNEL, Jean Luc PIQUEMAL, Jacques BIDLUN, Dominique FEVRIER, Pierre JACOB, Alain BOUCHON, Marie LASSERRE, Pascal ABIVEN, Barbara FRANCOIS, Isabelle LAPALU, Hervé CAZENAVE, Jérémy BOISSON, Sylvie LAVERGNE, Bernard BESSAC, Marie-Hélène GIRAL, Jean-Louis DUCLOU, Bernard LOMBRAIL, Marie-Dominique DUBOURG, Claudette RAUTUREAU, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES :

Daniel JAFFRELOT (pouvoir à Marie LASSERRE)
Michel BAUER (pouvoir à Laurent PEYRONDET)
Pascale MARZAT (pouvoir à Sylvie LAVERGNE)
Evelyne MOULIN (pouvoir à Xavier PINTAT)
Anne WISNIEWSKI (pouvoir à Pierre BOURNEL)

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Jean-Jacques LAOUE, Tony TRIJOLET,

**Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire**

Membres suppléants :

Geneviève CHAUSSIER, Dominique JOANNON,

SECRETAIRE DE SEANCE :

Pascal ABIVEN

Objet : RESSOURCES HUMAINES : MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE (RIFSEEP) ET DU REGIME INDEMNITAIRE DES CADRES D'EMPLOIS NON CONCERNES PAR LE RIFSEEP

Rapporteur : Serge LAPORTE, 3^{ème} Vice-président

Vote : UNANIMITE

Le RIFSEEP ou régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, est le nouvel outil indemnitaire de référence qui remplace la plupart des primes et indemnités existantes dans la fonction publique de l'Etat. En vertu du principe de parité, ce nouveau régime indemnitaire est transposable aux fonctionnaires territoriaux. Il a pour objectif de supprimer toutes les primes et de créer une prime unique.

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP a donc pour objet de rationaliser et simplifier le paysage indemnitaire.

Le RIFSEEP comprend deux parts :

- ✓ **l'IFSE**, Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise, est **une part fixe** déterminée en appréciant la place au sein de l'organigramme et les spécificités de la fiche de poste. Elle est versée mensuellement.
- ✓ **le CIA**, Complément Indemnitaire Annuel, est **une part facultative et variable** fixée au regard des critères d'évaluation établis pour l'entretien professionnel.

L'intégration des corps et emplois dans le nouveau dispositif se fait selon un mécanisme d'adhésion débuté en 2014, et qui s'achèvera en 2019. Les décrets de certains cadres d'emplois ne sont pas encore parus, la communauté de communes doit donc également définir le régime indemnitaire selon les anciens critères.

Les modalités de mise en œuvre du régime indemnitaire ont été définies en annexes, après avis du comité technique paritaire en date du 28/06/2017.

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'instaurer le RIFSEEP dans les conditions définies en annexe,
- d'instaurer le régime indemnitaire pour les cadres d'emplois non concernés par le RIFSEEP selon les conditions définies en annexe,
- de décider que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence,
- que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget,
- de fixer au 1^{er} juillet 2017, la mise en place du régime indemnitaire.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- VU l'avis favorable du bureau du 22/06/2017, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,

DECIDE

- d'instaurer le RIFSEEP dans les conditions définies en annexe,
- d'instaurer le régime indemnitaire pour les cadres d'emplois non concernés par le RIFSEEP selon les conditions définies en annexe,
- de décider que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence,
- que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget,
- de fixer au 1^{er} juillet 2017, la mise en place du régime indemnitaire.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 31

Nombre de suffrages exprimés : 36

Vote : Pour : 36 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS
ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS
COPIE CERTIFIEE CONFORME
FAIT À SOULAC SUR MER, le 29 JUIN 2017



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**
Sénateur de la Gironde
Maire de Soulac-sur-Mer